



Mes chers collègues, camarades, à la fois usagers et agents du service public,

si nous sommes rassemblés nombreux en ce jour c'est hélas pour rendre un dernier hommage à un morceau de notre service public de proximité lotois, les trésoreries de Luzech et de St Géry. Elles rejoignent dans la tombe les 631 trésoreries condamnées depuis 7 ans, et leurs cousines de Bagnac, Cajarc, Livernon, Vayrac, Sousceyrac, Catus, Montcuq et Limogne.

Leur disparition fut brutale, étaient-elles malades me direz-vous ? Et bien non, elles étaient même en parfaite santé. Certes un peu dépeuplées en agents au fil des ans par notre direction peu soucieuse de leur donner les moyens de fonctionner, mais remplissant néanmoins parfaitement leur mission grâce à la volonté et au professionnalisme du personnel encore en place et surtout à leur dévouement au sens du service public.

Mais quand la notion de service public, et tous les principes qui vont avec comme l'égalité d'accès à tous et partout sur l'ensemble du territoire n'intéresse plus que les agents du réseau, le combat est inégal.

Et à travers ces deux trésoreries c'est surtout ce principe que l'on enterre aujourd'hui.

Ici concrètement on se retrouve dans une situation où les usagers, qu'ils s'agissent des collectivités locales ou des contribuables voient leur service s'éloigner d'une vingtaine de kilomètres, et comme à chaque fois cela va marginaliser toute une partie de la population, souvent déjà la plus fragilisée. Comment payer sa facture en numéraire lorsqu'on n'est pas motorisé ? Comment faire sans moyen de paiement moderne ou sans accès internet ? Qui va supporter les frais engendrés par cet éloignement pour les collectivités ? A qui demander des explications quand partout plates-formes téléphoniques, pôles régionaux, et service internet se généralisent et deviennent les seuls interlocuteurs et la seule réponse de notre administration aux besoins des usagers. Autant de questions qui restent sans réponses, de problèmes sans solutions.

Le service public est considéré comme une charge alors qu'il constitue une richesse inestimable et contribue à la vitalité de nos campagnes. Alors oui il est financé par l'impôt et non par le prix du service. Ce qui sert de prétexte à son démantèlement puisqu'il faut stopper la dépense publique nous rabâche-t-on à longueur de temps, mais il faudrait plutôt penser à augmenter la recette publique, en donnant par exemple à une administration comme la nôtre les moyens de faire son travail en luttant notamment contre la fraude et l'évasion fiscale.

Il est évident que pour maintenir le développement économique et démographique de notre territoire il est indispensable que les entreprises et les salariés qui y vivent bénéficient de services de proximité et de qualité (hôpitaux, écoles, transports, poste, maternité, perceptions, énergie,

téléphonie...).

On se demande si tous les élus locaux l'ont bien compris, puisque beaucoup au lieu de lutter contre les politiques d'austérité à l'encontre de ses services se contentent de les accompagner, en mettant en place notamment des maisons de services **au** public et non **de** services publics. La nuance est d'importance : au lieu de maintenir en un même lieu les agents des diverses administrations cela consiste à placer une seule personne, sommairement formée avec un téléphone, un ordinateur et tout un tas de fiches de procédure et qui est censée remplacer les agents qualifiés de la poste, la perception, la Caf, etc.... A ce stade ce n'est plus de la polyvalence c'est de l'arnaque !

Regroupements et fermetures d'école, suppressions des bureaux de postes, des dessertes ferroviaires, démantèlement de l'offre de soin publique et désertification sanitaire. Les citoyens de nos départements ruraux sont-ils condamnés à les quitter ou à devoir accepter d'être considérés comme des citoyens de seconde zone méprisés par nos dirigeants?
Le constat et le climat actuel sont sombres, mais rien n'est inéluctable.

C'est pourquoi nous devons continuer à tout mettre en œuvre pour enrayer cette politique libérale massive de déstructuration et de destruction du réseau et ne jamais nous laisser dire qu' il ne s'agit que d'un combat d'arrière garde. Est-ce vraiment ça que nous souhaitons comme société pour nos enfants ? Un monde d'exclusion dans lequel il serait admis que toute une partie de la population n'ait définitivement plus accès aux différents services publics, pour des raisons d'éloignement, de mobilité, d'impossibilité d'utiliser les nouvelles technologies, de compréhension en l'absence d'un accueil physique direct et personnalisé ? Tout cela en payant les mêmes taxes qui serviront à financer ceux qui survivent encore mais qui leur seront désormais inaccessibles ?

Non, bien évidemment ! C'est pourquoi s'il y a bien une chose que nous ne devons pas enterrer en ce jour c'est notre résistance citoyenne et la volonté de reconquête de nos services publics quels qu'ils soient.

Mes derniers mots iront aux collègues des trésoreries disparues dont le dévouement professionnel - en temps, en implication, en relationnel pour faire vivre leur poste depuis de nombreuses années est balayé d'un revers de main méprisant. Ils se sont bien battus, dans des conditions pourtant souvent très difficiles. Plus que l'indifférence de la direction face à la façon admirable dont vous avez représenté le service public de proximité reprenez l'hommage que sont venus lui rendre, et vous rendre, ses défenseurs, soit toutes les personnes ici présentes.

Et malgré la tristesse que nous inflige aujourd'hui cette perte, trouvons du réconfort dans notre présence commune, et la conviction que tant qu'il restera des personnes comme nous, unies pour mener la bataille de l'intérêt général rien n'est perdu !